

Présentation

Pour cette troisième présentation, rencontre avec Pascal Gbenou, président du cadre régional de concertation des producteurs de riz (CRCOPR), qui a bien voulu répondre à nos questions.

Depuis 2006, Pascal Gbenou est le président du Conseil de Concertation des Riziculteurs du Bénin (CCRB). Installé dans la vallée de l'Ouémé, à 40 Km de Porto-Novo, il dispose d'une exploitation intégrant agriculture, pisciculture et élevage, et produisant notamment de la banane plantain, du maraîchage et du riz.

Inter-réseaux : *Pouvez-vous nous décrire la genèse du cadre régional de concertation des producteurs de riz ? Dans quel contexte a-t-il été mis en place et pour quels objectifs?*

Pascal Gbenou : La mise en place du cadre régional de concertation des producteurs de riz a suivi un long processus, pour être finalement formalisée en janvier 2011 à Bamako. Dans le passé, les responsables rizicoles des pays membres du ROPPA avaient l'habitude de se retrouver et d'échanger à l'occasion de rencontres internationales. Le besoin de se rassembler s'est fait sentir pour faire face aux difficultés que nous rencontrons. En 2005, avec la CEDEAO s'est dotée d'une politique agricole régionale – l'ECOWAP, mettant en avant le principe de souveraineté alimentaire. Or la souveraineté alimentaire ne pourra être atteinte, que si des politiques correctes sont mises en œuvre. Pour y parvenir, nous, riziculteurs, devons nous battre et pousser les décideurs à prendre des mesures, pour que les importantes potentialités dont nous disposons puissent être mises en valeur.

C'est en 2005, en marge de la Fiara de Dakar, que s'est tenue une première rencontre des riziculteurs de différents pays ouest africains. Nous avons alors décidé de nous mettre ensemble. Il s'en est suivi de fréquentes rencontres sous l'égide du Roppa.

On a commencé à se retrouver, de manière informelle, apprenant à échanger des expériences et des informations stratégiques sur la filière et contribuant aux plaidoyers du Roppa. Sous mandat du Roppa, les organisations de riziculteurs ont participé à de nombreuses rencontres de concertations sous-régionales s'attachant aux questions des politiques et programmes de développement de la filière rizicole.

Ces activités ont permis de renforcer progressivement la structuration et l'organisation des riziculteurs dans les différents pays de la sous-région. Cela a entraîné la mise en place de nombreuses faîtières rizicoles nationales, comme le CCR-B au Bénin ou la plate-forme riz au Mali. En fait, dès nos premières rencontres informelles, nous avons décidé qu'il était important que la structuration des producteurs rizicoles avance dans les différents pays, avant d'envisager un cadre sous régional. Il existe aujourd'hui 13 plates-formes nationales de riziculteurs, à différents niveaux de structuration. Lors de notre première assemblée générale, chaque pays a envoyé une délégation de 3 personnes.

Inter-réseaux : *Quelles sont vos relations et votre articulation avec le Roppa ?*

Pascal Gbenou : Le cadre régional des riziculteurs, c'est un peu comme le bras du Roppa qui s'occupe des questions rizicoles.

Inter-réseaux : *Quelles sont vos activités en cours ?*

Pascal Gbenou : nous avons mené beaucoup d'activités de plaidoyers dans le cadre du Roppa, et nous avons notamment formulé des propositions par rapport au Tarif extérieur commun (TEC) de la Cedeao.

Depuis que le cadre a été formellement constitué en janvier 2011, nous nous attelons à élaborer notre plan quinquennal d'activités. Car une organisation ne se justifie que quand elle rend des services à ses membres. C'est avec cette volonté que nous avons organisé notre première rencontre du bureau en juillet 2011 à Cotonou. D'ici la fin de l'année, nous allons également chercher à nous faire connaître des différents partenaires afin de définir des cadres de collaboration.

D'une manière générale, le cadre poursuit actuellement trois grands objectifs. Premièrement, nous cherchons à assurer le fonctionnement institutionnel et organisationnel du cadre, ce qui implique de collecter un maximum d'informations liées aux activités des OP rizicoles dans chaque pays, tout en essayant de soutenir les pays dans lesquels les niveaux de structuration des OP rizicoles restent faibles. Le deuxième objectif est de soutenir les initiatives des OP rizicoles visant l'accroissement et l'accès au marché de la production de paddy et de riz. Quant au troisième objectif, c'est assurer à tous les niveaux la participation des OP à la définition et au suivi des politiques et programmes de développement rizicole

Inter-réseaux : *Comment fonctionne le cadre de concertation ?*

Pascal Gbenou : Nous n'avons pas de salarié au sein du cadre régional pour le moment. Quand il y a des activités, nous mobilisons les cadres et techniciens des organisations nationales.

Inter-réseaux : *Quelles sont les relations entre le cadre régional et les décideurs publics ?*

Pascal Gbenou : La Cedeao a financé à hauteur de 70% la tenue de notre assemblée générale, ce qui témoigne de la reconnaissance qu'elle peut avoir envers notre organisation. Avant la création du cadre, nous étions déjà actifs au sein du Roppa sur toutes les actions de plaidoyers concernant le riz. Maintenant que le cadre est né officiellement, il est question de poursuivre ces actions déjà entreprises et d'avancer sur de nouvelles questions.

Lors de notre rencontre de Cotonou, nous avons consacré le troisième jour à des échanges avec les partenaires. L'Union Européenne et Africa Rice étaient présents.

Inter-réseaux : *Quelles sont vos relations avec les autres acteurs des filières rizicoles (transporteurs, commerçants, transformateurs, etc.) ?*

Pascal Gbenou : Il n'y a pas encore de structures formelles qui rassemblent tous ces acteurs au niveau régional, ce qui limite les relations.

Inter-réseaux : *Quel regard portez vous sur la flambée des prix alimentaires ?*

Pascal Gbenou : Sur cette question, Il est nécessaire de relativiser. Ce qui est pour nous sans ambiguïté, c'est le changement de position de nos décideurs. Depuis des années nous alertions les dirigeants de l'imminence d'une crise rizicole, et ils ne nous croyaient pas. Le grand mérite de cette crise est qu'elle a fait comprendre aux décideurs qu'il faut prendre d'importantes mesures pour soutenir les filières locales. On observe que la réaction de nos dirigeants s'est caractérisée par des mesures d'urgence conjoncturelles. Toute notre organisation est aujourd'hui affairée à pousser les différents décideurs à prendre des mesures structurelles, pour que nous avancions réellement vers la souveraineté alimentaire tant déclarée dans les différents programmes nationaux et au niveau sous-régional.